

Une enquête révèle l'évolution de la question genre au Burundi

PANA, 13/11/2008 - Bujumbura, Burundi - La société burundaise serait aujourd'hui ouverte à une plus grande participation de la femme dans les sphères de prise de décision, à en croire une récente enquête de l'Observatoire de l'action gouvernementale (OAG, indépendant) sur la politique nationale de l'égalité des genres entreprise depuis 2003. Dans la société traditionnelle burundaise, la femme occupait une place de seconde zone, spécialement en ce qui concerne la vie publique puisqu'elle ne pouvait même pas s'exprimer en public, rappelle l'enquête.

De manière générale, la population apprécie "positivement" que les femmes soient aujourd'hui promues à des postes de responsabilité, "car elles ont les mêmes droits que les hommes", poursuit l'enquête, en soulignant, par conséquent, une "avancée significative" des mœurs locales. A ce propos, plus de 90,1% des personnes enquêtées ont proposé une révision à la hausse du quota minimum des 30% revenant normalement de droit à la femme dans tous les postes de décision électifs ou nominatifs, tel que stipulé depuis peu la loi fondamentale du pays. D'un autre côté, 69,8% des personnes interrogées ont estimé qu'il y avait un changement positif dans la gouvernance, notamment à la prise des femmes aux postes de décision. Les personnes enquêtées ont reconnu aux femmes leaders des "qualités d'écoute attentive, de sensibilité aux problèmes sociaux, d'efforts de bonne gestion, d'équité et d'impartialité". De plus, elles ont souligné que la présence des femmes aux postes de décision a un impact "sociopolitique et psychologique" sur la population et provoque un "changement progressif des mentalités sur le rôle de la femme dans la société". En principe, "les hommes et les femmes ont les mêmes aptitudes pour diriger, le tout étant de nommer l'homme ou la femme qui a la place qu'il faut", résume l'enquête d'opinion.

Concernant l'état des lieux actuels, le Parlement est l'institution nationale en phase avec la loi pour avoir réservé plus de 31% des sièges aux femmes à l'Assemblée nationale, et 34,69% au Sénat, fait remarquer l'OAG. Au gouvernement national, les femmes représentent actuellement 30,7% des postes ministériels, d'après la même source. Au niveau de l'administration provinciale et des collectivités locales, les choses changent radicalement puisque les femmes n'occuperaient que 10,21% des postes de responsabilité. En diplomatie, les Burundaises ne sont pas mieux loties, à en juger le fait qu'il n'y ait que 10 femmes sur les 61 représentants du pays à l'étranger, soit 16,39% de l'effectif total, selon toujours l'OAG. L'enquête a aussi révélé que seulement deux d'entre elles sont dirigées par des femmes. Au niveau des postes plus techniques, l'OAG a fait, entre autre, un tour au ministère de la Défense nationale pour ne trouver que seulement 15 femmes relativement haut gradées, dont 3 commandants, 7 capitaines, 3 lieutenants et 2 sous-lieutenants. Du côté de l'administration de la justice, les femmes enregistrent, par contre, une présence significative de l'ordre de 42,85%, comme à la Cour constitutionnelle. Dans le domaine économique, l'OAG a encore constaté, à titre illustratif, une absence totale de femme aux postes de décision dans le secteur local des banques et assurances. Au chapitre des recommandations, l'OAG insiste sur une "solidarité agissante" entre femmes leaders, du sommet à la base, en vue de mieux défendre leurs intérêts. L'enquête recommande également de "renforcer le partenariat entre femmes leaders et hommes sensibles à la question d'égalité des genres", ainsi qu'une scolarisation massive des petites filles comme voie obligatoire pour préparer des postes de responsabilité dans l'avenir.